



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 26 février-1^{er} mars 2024

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 4 décembre 2023	WFP/EB.1/2024/6-A/8/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays provisoire – République de Moldova (2024-2026)

Durée	1 ^{er} mars 2024 – 28 février 2026
Coût total pour le PAM	60 060 561 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge *	4

* <https://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

Le conflit en Ukraine continue d'avoir de profondes répercussions économiques, sociales et systémiques en République de Moldova. Depuis que la guerre a éclaté, en février 2022, le pays a accueilli plus de 974 151 personnes déplacées de force et en novembre 2023, plus de 110 000 d'entre elles (principalement des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées) étaient toujours présentes dans le pays, faisant de la République de Moldova le pays qui compte le nombre le plus élevé de réfugiés ukrainiens en proportion de la population totale. La guerre et la hausse rapide des prix de l'énergie et de l'alimentation qui s'en est suivie ont eu des retombées disproportionnées pour de nombreux Moldoves vulnérables, notamment dans les communautés rurales, parmi les personnes âgées et les personnes handicapées et au sein des familles nombreuses. En conséquence, le taux de pauvreté a considérablement augmenté, et près d'un tiers de la population moldove vit maintenant sous le seuil de pauvreté contre 25 pour cent avant la guerre, ce qui a entraîné un affaiblissement de la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés hôtes.

Coordonnatrices responsables:

Mme C. Fleischer
Directrice régionale
Moyen-Orient, Afrique du Nord et Europe orientale
courriel: corinne.fleischer@wfp.org

Mme K. Ghoos
Directrice de pays
courriel: katrien.ghoos@wfp.org

Parallèlement, dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour devenir un membre à part entière de l'Union européenne d'ici à 2030, la République de Moldova procède à un ensemble de réformes rapides dans les secteurs économique, judiciaire, social, numérique et environnemental afin de faire face aux crises immédiates tout en mettant en œuvre son programme de développement à long terme. L'un des principaux domaines de réforme est le système national de protection sociale, dont il est nécessaire d'améliorer l'efficacité, l'efficience et le degré d'inclusion sociale.

Le PAM apporte un appui aux réfugiés ukrainiens et aux Moldoves vulnérables depuis mars 2022. Au titre du présent plan stratégique de pays provisoire pour 2024-2026, il continuera de répondre aux besoins des réfugiés, des communautés hôtes et des ménages moldoves vulnérables directement touchés par la guerre. En collaboration avec ses partenaires et sous la houlette de ses interlocuteurs gouvernementaux, le PAM compte accélérer la transition lui permettant de passer de la mise en œuvre d'interventions d'urgence au renforcement des systèmes nationaux de protection sociale, le but étant d'étendre ces systèmes aux réfugiés et de fournir un filet de sécurité aux Moldoves démunis.

Le PAM continuera de concentrer ses efforts dans les domaines où il dispose de compétences particulières, et veillera à la cohérence avec le plan régional d'aide aux réfugiés et les priorités fixées par le Gouvernement dans les réformes du système de protection sociale, tout en se concertant avec d'autres organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les donateurs et des groupes internationaux et locaux de la société civile et en tirant parti activement de leurs atouts respectifs.

Grâce aux partenariats stratégiques noués avec le Gouvernement et des parties prenantes clés, le PAM entend renforcer encore les capacités et les systèmes nationaux en améliorant l'établissement des profils de vulnérabilité, en optimisant le ciblage et l'inclusion des bénéficiaires et en mettant en œuvre une gestion efficace des services locaux de façon à passer sans heurt de l'action humanitaire à une stratégie responsable de retrait de la République de Moldova.

Le plan stratégique de pays provisoire doit permettre aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement de mener des interventions concertées et efficaces pour répondre aux priorités et besoins respectifs des femmes, des hommes, des filles et des garçons en tenant compte de leur vécu, et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17. Le PAM fournira une assistance aux réfugiés et aux ménages moldoves les plus touchés par les crises au moyen des trois effets directs suivants qui sont étroitement liés et se renforcent mutuellement:

- *Effet direct 1:* Les populations touchées par une crise en République de Moldova, y compris les réfugiés, sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et leurs autres besoins essentiels tout au long de l'année.
- *Effet direct 2:* D'ici à 2026, le Gouvernement moldove dispose de capacités et de programmes renforcés lui permettant de répondre aux besoins essentiels des populations vulnérables.
- *Effet direct 3:* Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement en République de Moldova disposent de capacités renforcées pour se préparer aux situations d'urgence et y faire face tout au long de l'année.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique provisoire pour la République de Moldova (2024-2026) (WFP/EB.1/2024/6-A/8), pour un coût total pour le PAM de 60 060 561 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. La République de Moldova est un pays enclavé d'Europe orientale qui appartient au groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et qui compte 2,6 millions d'habitants. Depuis son accession à l'indépendance, en 1991, le pays a considérablement progressé au regard de l'indice de développement humain, en raison principalement des avancées concernant l'espérance de vie, l'éducation et le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Cependant, la République de Moldova reste l'un des pays les plus pauvres d'Europe, affichant le deuxième (après l'Ukraine) plus faible PIB par habitant (5 563 dollars en 2022)¹.
2. Un an et demi après le début de la guerre, plus de 110 000 réfugiés² – principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées³ – se trouvent toujours en République de Moldova. Si la décision du Gouvernement relative à la protection temporaire⁴, adoptée en mars 2023, confère aux réfugiés un statut juridique leur offrant plus de stabilité et de prévisibilité, nombre d'entre eux se heurtent toujours à des obstacles structurels qui les empêchent de satisfaire leurs besoins essentiels⁵. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement, les réfugiés roms font face à des difficultés supplémentaires telles que la discrimination, la barrière de la langue et l'analphabétisme, qui limitent leur accès aux services et aux informations ainsi que leurs perspectives d'intégration. En outre, les risques de violence sexiste et de traite des êtres humains restent très élevés.
3. Outre l'afflux de réfugiés, la République de Moldova est profondément touchée par la guerre en raison de sa proximité géographique et de ses liens économiques avec l'Ukraine et la Fédération de Russie et de sa dépendance énergétique et alimentaire à l'égard de ces deux pays. Les chaînes d'approvisionnement et les marchés ont été particulièrement perturbés, entraînant un recul de 5,9 pour cent du PIB en 2022⁶. Avec la hausse des prix de l'énergie, 60 pour cent des Moldoves ont basculé dans la précarité énergétique, les ménages consacrant maintenant plus de 10 pour cent de leur budget à l'énergie⁷. La tendance actuelle à la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie fait peser une menace sur le bien-être des ménages.
4. Près d'un Moldove sur trois vit aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté, contre un sur quatre avant la guerre. Quatorze pour cent sont en situation d'extrême pauvreté et le pourcentage est plus élevé dans les populations rurales, en particulier parmi les ménages qui comptent des personnes âgées ou handicapées. Les ménages dirigés par une femme sont touchés d'une manière disproportionnée par la pauvreté: 33 pour cent sont en situation de pauvreté absolue, contre 30 pour cent des ménages dirigés par un homme⁸.

¹ World Population Review. [Page Web sur les pays les plus pauvres en Europe, 2023](#) (en anglais seulement).

² Les Ukrainiens déplacés en raison de la crise arrivant en République de Moldova, sont désignés ici sous le terme de "réfugiés", indépendamment de leur enregistrement officiel auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de leur statut juridique.

³ HCR. [Page Web sur la République de Moldova](#) (en anglais).

⁴ Gouvernement de la République de Moldova. 2023. *Décision du Gouvernement No. 21 accordant une protection temporaire aux personnes déplacées en provenance d'Ukraine* (en roumain).

⁵ HCR. 2023. *Mise à jour opérationnelle interinstitutions, 31 mars, 2023* (en roumain).

⁶ Banque mondiale. 2023. [Page Web sur la République de Moldova: économie](#) (en anglais).

⁷ Programme des Nations Unies pour le développement. 2022. *Report on Energy Poverty Assessment and Support Mechanisms in the Republic of Moldova*.

⁸ Bureau national de statistique. 2023. [Taux de pauvreté absolue par sexe du chef de ménage, 2014-2022](#) (en anglais).

5. La République de Moldova a connu deux épisodes de sécheresse au cours des quatre dernières années, et les menaces récurrentes liées aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles créent des problèmes pour le pays, notamment parce que 57 pour cent des habitants tirent leurs revenus d'une agriculture soumise aux aléas climatiques⁹. Malgré la proportion importante de la population active se consacrant à l'agriculture, la contribution de ce secteur au PIB a reculé, passant de 25 pour cent à 8 pour cent entre 2000 et 2022¹⁰. La pandémie de maladie à coronavirus 2019, la guerre en Ukraine et les épisodes de sécheresse récurrents expliquent en partie cette situation¹¹.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

6. Les engagements de la République de Moldova au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont énoncés dans la stratégie nationale de développement "Moldova 2030"; ils ont été examinés dans le cadre de l'examen national volontaire de 2020¹² et du rapport sur l'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) de 2023. En 2020, d'importantes avancées avaient été faites en matière d'élimination de la pauvreté, de travail décent et de croissance économique, d'action climatique et de partenariats au service du développement (ODD 1, 8, 13 et 17). Les progrès concernant une éducation de qualité, l'eau et l'assainissement, la nutrition, la santé et le bien-être, l'égalité femmes-hommes, l'énergie durable, l'industrialisation, l'innovation et les infrastructures, les villes durables et la réduction des inégalités (ODD 2, 3, 5, 7, 9 et 11) avaient été modestes¹³. La guerre a réduit à néant tous les gains en matière de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. En raison des crises multiples, des lacunes du système de protection sociale, du caractère de plus en plus informel de l'économie, et des changements climatiques, les progrès réalisés pour atteindre les ODD 1 et 2 ont été, au mieux, limités.
7. Après avoir obtenu le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne en 2022, le Gouvernement a élaboré un plan ambitieux pour remédier aux problèmes de développement et redynamiser l'économie, et s'est engagé à procéder rapidement à une réforme socioéconomique et institutionnelle globale en vue d'accélérer les progrès. Toutefois, d'après le rapport sur l'avancement de la réalisation des ODD de 2023, les données relatives à 40 pour cent des indicateurs étaient incomplètes, voire inexistantes, empêchant toute évaluation.

⁹ Équipe de pays des Nations Unies en République de Moldova. 2021. Page Web consacrée à l'[analyse commune de pays des Nations Unies pour la République de Moldova, 2020](#) (en anglais).

¹⁰ Banque mondiale. 2022. [Page Web consacrée à l'agriculture, à la foresterie et aux pêches, valeur ajoutée \(% du PIB\) - Moldova](#).

¹¹ Banque mondiale. 2021. [Moldova Special Focus Note: Moldova's Vulnerability to Natural Disasters and Climate Risks](#).

¹² Gouvernement de la République de Moldova. 2020. [Republic of Moldova - Voluntary National Review: Progress report 2020](#).

¹³ Équipe de pays des Nations Unies en République de Moldova. 2021. [Page Web consacrée à l'analyse commune de pays des Nations Unies pour la République de Moldova, 2020](#) (en anglais).

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

8. *Accès à l'alimentation.* Les crises économique et énergétique ont eu un impact considérable sur les moyens d'existence. Il ressort de plusieurs évaluations¹⁴ que les réfugiés et les ménages moldoves ont de plus en plus recours à des stratégies de survie préjudiciables, en puisant dans leur épargne, en empruntant ou en réduisant les dépenses de santé. Avec la guerre, le taux d'insécurité alimentaire en République de Moldova est passé de 19 à 23 pour cent entre 2016 et 2022¹⁵ et est maintenant plus du double de celui de n'importe quel autre pays d'Europe. L'insécurité alimentaire est aggravée par la pauvreté, la forte émigration de main-d'œuvre, le pouvoir d'achat limité et l'insuffisance des chaînes d'approvisionnement alimentaires. Les zones rurales sont touchées par une insécurité alimentaire croissante car elles sont fortement tributaires de l'agriculture, elle-même dépendante des conditions climatiques imprévisibles. Les taux de pauvreté absolue et d'extrême pauvreté, qui sont liés à ceux de l'insécurité alimentaire, sont plus élevés chez les retraités et les populations rurales qui travaillent à leur compte dans le secteur agricole. Les ménages moldoves consacrent 41 pour cent de leur budget à se nourrir, et jusqu'à 57 pour cent pour les plus pauvres, ce qui témoigne des difficultés d'accès économique à l'alimentation. La vulnérabilité économique dépend également de la taille du ménage et du nombre d'enfants. Ainsi, les ménages consacrent 40 pour cent de leur budget à l'alimentation lorsqu'ils ne comptent qu'un enfant, mais jusqu'à 50 pour cent lorsqu'ils en ont trois ou plus¹⁶.
9. *Élimination de la malnutrition.* Si les taux de malnutrition aiguë et de retard de croissance ne sont actuellement pas considérés comme des problèmes de santé publique, les carences en fer et la faible diversité de l'alimentation contribuent à la forte prévalence de l'anémie (26 pour cent) chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de 5 ans^{17,18}. L'accès à une alimentation saine est entravé par les faiblesses du système alimentaire, notamment par l'accès limité aux aliments riches en nutriments et par la commercialisation peu efficace des aliments nutritifs. L'obésité concerne 19 pour cent des adultes et augmente rapidement, en particulier chez les femmes. D'après les projections, d'ici à 2025, près de 22 pour cent des hommes et de 25 pour cent des femmes seront obèses¹⁹.
10. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Les petits exploitants sont essentiels pour l'agriculture moldove, puisqu'ils fournissent 62 pour cent de la production agricole et représentent 64 pour cent de l'emploi informel. Toutefois, les niveaux de rémunération sont inférieurs de 34 pour cent à la moyenne nationale, ce qui s'explique par le caractère saisonnier du travail dans le secteur et par le faible niveau de qualification des travailleurs agricoles. La guerre en Ukraine a créé une pression supplémentaire sur les petits exploitants, en faisant flamber les prix des intrants et en perturbant les réseaux d'approvisionnement.

¹⁴ PAM. 2023. Établissement des profils de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité (document interne).

¹⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et autres. 2023. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023 - Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*.

¹⁶ Bureau national de statistique. 2023. *Revenus et dépenses de la population en 2022* (en roumain).

¹⁷ Global Hunger Index. 2023. *Page Web de pays pour la République de Moldova* (en anglais).

¹⁸ Organisation mondiale de la Santé. 2020. *Système d'information sur la situation nutritionnelle - Profil de pays pour la République de Moldova* (en anglais).

¹⁹ World Obesity. 2020. *Obesity: missing the 2025 global targets - Trends, Costs and Country Reports*.

11. *Systèmes alimentaires durables.* Particulièrement vulnérable face aux changements climatiques, la République de Moldova est confrontée à une multiplication des phénomènes climatiques extrêmes, notamment des inondations et des périodes de sécheresse dévastatrices ayant d'importantes répercussions sur l'agriculture, en grande partie pluviale. En moyenne, le pays connaît quatre à cinq épisodes de sécheresse graves et une à deux inondations catastrophiques tous les dix ans²⁰.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

12. *Cohérence des politiques.* En 2018, la République de Moldova a adopté la stratégie nationale de développement "Moldova 2030", qui énonce une vision stratégique en matière de développement socioéconomique et qui place la qualité de vie et le bien-être de la population au premier rang des priorités²¹.
13. *Renforcement des capacités.* Le programme de réforme sociale du Gouvernement, intitulé "RESTART"²², vise à accroître l'accès à des services sociaux de qualité et à renforcer la capacité du pays à faire face aux chocs, notamment grâce à l'amélioration de l'établissement des profils de vulnérabilité et à la production de données plus fiables, à la mise en place d'un système de gestion de l'information fondé sur l'interopérabilité afin de faciliter les procédures d'enregistrement, de suivi et de paiement administration-administrés au niveau local et au niveau des districts, et à l'offre de formations sur le renforcement des capacités des ressources humaines²³. En avril 2023, le Ministère de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire a lancé sa stratégie nationale pour l'agriculture et le développement rural pour la période 2023-2030, qui vise à consolider les capacités du secteur agricole en promouvant des pratiques intelligentes, efficaces et durables, et à stimuler la croissance du marché national, à accroître le potentiel d'exportation et à instaurer un système socioéconomique rural durable²⁴.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

14. Depuis mars 2023, le Gouvernement moldave offre une protection temporaire aux personnes déplacées en provenance de l'Ukraine, qui établit un cadre juridique aux fins de la fourniture d'une assistance essentielle aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, pour répondre à leurs besoins de base par l'intermédiaire des systèmes nationaux, en application du droit international²⁵. Le budget national étant lourdement grevé notamment en raison de la guerre, le Gouvernement est dépendant de l'appui fourni par les acteurs de l'action humanitaire et du développement pour être en mesure de fournir une telle assistance.
15. L'aide étant destinée aux réfugiés et demandeurs d'asile ukrainiens, dont plus de 90 pour cent sont accueillis dans des communautés hôtes, il existe un risque croissant de tensions sociales si les besoins de ces communautés demeurent ignorés ou si les activités ne tiennent pas suffisamment compte des risques de conflit. De plus, l'évolution de la crise étant incertaine, la République de Moldova risque potentiellement de subir de nouveaux chocs socioéconomiques et d'être en proie à l'instabilité. Il faut donc continuer à appuyer le renforcement des capacités et systèmes nationaux de protection sociale de manière à

²⁰ Les catastrophes survenues ces dix dernières années ont entraîné des pertes économiques supérieures à 50 millions de dollars.

²¹ Gouvernement de la République de Moldova. 2018. *National Development Strategy "Moldova 2030"* (projet).

²² Gouvernement de la République de Moldova. 2023. *RESTART: pour un accès équitable à des services sociaux de qualité* (en roumain).

²³ Ibid.

²⁴ Équipe de pays des Nations Unies en République de Moldova. 2021. *Page Web consacrée à l'analyse commune de pays des Nations Unies pour la République de Moldova, 2020* (en anglais).

²⁵ Gouvernement de la République de Moldova. 2023. *Décision du Gouvernement No. 21 accordant une protection temporaire aux personnes déplacées en provenance d'Ukraine* (en roumain).

pouvoir intégrer les programmes humanitaires et de développement dans les systèmes publics.

16. En dépit d'investissements récents, des lacunes persistent dans le principal programme d'assistance sociale visant à lutter contre la pauvreté, parce que les personnes démunies ou vulnérables rencontrent des difficultés pour accéder à l'aide sociale. Du fait du manque de données et de la petite taille des échantillons sur lesquels portent les ensembles de données existants, il est très difficile de recenser et de suivre les personnes les plus démunies²⁶. Les femmes résidant en milieu rural, qui ont des possibilités de subsistance limitées et consacrent plus de temps aux tâches non rémunérées, ont des revenus plus faibles et dépendent davantage des prestations sociales et des envois d'argent. Cette situation est accentuée au moment de la retraite, car l'écart entre les montants des pensions des femmes et des hommes dépasse 20 pour cent²⁷. Les ménages avec trois enfants ou plus sont ceux qui enregistrent le plus fort taux de pauvreté absolue (40 pour cent)²⁸. En outre, l'érosion et le vieillissement démographiques influent négativement sur la croissance de la productivité et ont rendu une part importante des personnes à bas revenus dépendantes des pensions ou des aides sociales²⁹.
17. Avant la guerre, les groupes vulnérables, notamment les femmes handicapées, les femmes roms, les personnes LGBTIQ+³⁰ et les personnes approchant l'âge de la retraite, étaient les plus touchés par la violence sexiste en République de Moldova. La guerre et la situation socioéconomique ont déclenché une recrudescence de la prévalence de la violence sexiste, en particulier pour ce qui est des violences sexuelles liées au conflit, de la violence domestique et de la traite des êtres humains. La prévention et la lutte contre ce type de violence comportent d'importantes lacunes, comme l'application insuffisante des normes minimales d'atténuation des risques dans les abris et logements temporaires ou l'absence d'analyse des risques aux frontières et sur les sites de transit.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

18. Principal responsable de l'aide alimentaire humanitaire dans le cadre du Plan régional d'aide aux réfugiés pour la période allant de janvier à décembre 2023, le PAM mène des opérations en République de Moldova depuis mars 2022, répondant tant aux besoins humanitaires des réfugiés et des demandeurs d'asile qui fuient l'Ukraine qu'à ceux des Moldaves vulnérables. Au cours de cette période, il a apporté une aide à 181 000 personnes sous forme de transferts monétaires ou de bons-produits. Dans le cadre de l'opération d'urgence limitée menée en Ukraine de février à août 2022, il a rapidement évalué les besoins et mobilisé des ressources pour venir en aide à 40 000 réfugiés et familles d'accueil. À l'issue de cette phase initiale, le PAM a mis en place un plan stratégique de pays provisoire (PSPP) de transition au titre duquel il s'est efforcé, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et sous la houlette du Ministère du travail et de la protection sociale, d'atténuer les tensions sociales au sein des ménages accueillant des réfugiés, en élargissant l'aide aux familles d'accueil les plus pauvres, afin d'alléger la charge financière pesant sur elles dans un contexte de flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Le PAM a aussi pris

²⁶ Gouvernement de la République de Moldova. 2018. *National Development Strategy Moldova 2030* (projet).

²⁷ Gouvernement de la République de Moldova. 2023. *RESTART: pour un accès équitable à des services sociaux de qualité* (en roumain).

²⁸ Ibid.

²⁹ Équipe de pays des Nations Unies en République de Moldova. 2021. *Page Web consacrée à l'analyse commune de pays des Nations Unies pour la République de Moldova, 2020* (en anglais).

³⁰ Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes, queers, asexuelles ou ayant toute autre orientation sexuelle ou identité de genre.

en charge la fourniture d'une assistance alimentaire aux réfugiés résidant dans les centres d'hébergement. Plus de 2,9 millions de repas ont ainsi été fournis aux réfugiés les plus vulnérables (dont 70 pour cent de femmes et de filles).

19. En septembre 2022, le PAM a élargi la portée de son intervention pour fournir un appui acheminé par l'intermédiaire du système national de protection sociale, dans l'objectif d'atténuer l'impact socioéconomique de la guerre pour les Moldoves les plus vulnérables. En soutien au Ministère du travail et de la protection sociale et en collaboration étroite avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le PAM a piloté la fourniture de transferts de type monétaire à plus de 54 000 ménages vulnérables³¹, dont 70 pour cent étaient dirigés par une femme et 73 pour cent comptaient une personne handicapée parmi leurs membres. Cette assistance faisait partie intégrante du programme de préparation pour l'hiver, conçu pour aider les Moldoves les plus vulnérables à satisfaire leurs besoins essentiels.
20. Une analyse multipartite a posteriori menée en avril 2023 a permis de dégager plusieurs enseignements importants susceptibles de contribuer à l'amélioration de l'efficacité du système national de protection sociale³². Il en est notamment ressorti qu'il fallait renforcer le ciblage et la couverture en améliorant la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe, par âge et par handicap, consolider la plateforme numérique mise au point avec l'appui du PAM pour permettre un versement et un suivi rapides et efficaces des prestations, et investir dans le renforcement des capacités des assistants sociaux et l'élaboration de stratégies de communication locale concernant l'accès aux services de paiement³³. En s'appuyant sur ces enseignements, le PAM a aussi recensé les possibilités d'utiliser ses compétences spécialisées et sa capacité d'adaptation pour contribuer à renforcer la réactivité des filets de sécurité nationaux face aux chocs, notamment en établissant des partenariats stratégiques, en particulier avec des organisations représentatives de groupes de population marginalisés, comme les personnes handicapées, les personnes LGBTIQ+ et les Roms.

2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

21. Les efforts déployés par le PAM au titre du présent PSPP sont principalement harmonisés avec le Plan régional d'aide aux réfugiés et avec le rôle attribué aux organismes des Nations Unies dans la décision du Gouvernement relative à la protection temporaire. En outre, le PSPP est aligné sur la stratégie nationale de développement "Moldova 2030" et sur la stratégie adoptée en 2022 par le Ministère du travail et de la protection sociale, intitulée "Renforcer la résilience sociale pour surmonter les périodes difficiles: Cinq programmes visant à garantir la stabilité sociale en République de Moldova".

³¹ Soixante-dix pour cent de la population totale.

³² Fourniture d'une aide monétaire d'urgence aux populations touchées par la crise et intégration de la riposte en cas de choc au système national de protection sociale en République de Moldova, avril 2023.

³³ Les assistants sociaux jouent un rôle essentiel en assurant un suivi des activités, en recueillant les observations des membres des communautés, en menant des actions de vulgarisation en faisant le lien entre l'assistance sociale monétaire et les autres formes de prestations sociales.

22. Par ailleurs, le PSPP concorde avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2023-2027 (ci-après, " Plan-cadre de coopération") pour la République de Moldova. Celui-ci établit quatre priorités stratégiques, convenues d'un commun accord par le système des Nations Unies pour le développement, le Gouvernement moldove et les principales parties prenantes: institutions justes et inclusives et égalité des perspectives de développement humain; gouvernance participative et cohésion sociale; prospérité accrue et partagée dans une économie durable; développement vert, communautés durables et résilience face aux catastrophes et aux aléas climatiques.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

23. Pour éclairer la conception et l'élaboration du PSPP, le PAM a organisé des consultations avec ses partenaires et avec les bénéficiaires, qui ont permis de valider la direction stratégique globale et les priorités des programmes. Il a ainsi consulté les ministères responsables de l'exécution, les autres entités des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG), les institutions financières internationales et les groupes de la société civile. Les bénéficiaires ont été consultés dans le cadre de discussions de groupe thématiques dans lesquels tous les groupes démographiques étaient représentés, et des informations ont été recueillies par l'intermédiaire des mécanismes communautaires de remontée de l'information, comme le service d'assistance téléphonique, et dans le cadre du suivi post-distribution et des ateliers sur les enseignements à retenir. La participation du PAM aux mécanismes interinstitutions de planification conjointe et de coordination sectorielle a aussi orienté l'élaboration du PSPP.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

24. L'objectif du PSPP reste de répondre aux besoins urgents des réfugiés et des demandeurs d'asile venus d'Ukraine ainsi que des Moldoves vulnérables; la priorité sera donnée à l'aide aux réfugiés les plus vulnérables, notamment aux personnes qui arrivent à la frontière et à celles résidant dans des centres d'hébergement, et aux Moldoves vulnérables, qui subissent la flambée du coût de la vie provoquée par les crises énergétique et alimentaire mondiales. Parallèlement, dans le cadre d'une approche axée sur le nexus, le PAM compte aider le Gouvernement à se doter d'un système de protection sociale plus efficient et plus efficace en améliorant l'établissement des profils de vulnérabilité, en optimisant l'accès aux données et en améliorant le ciblage et l'inclusion des bénéficiaires, afin de renforcer la capacité de ces derniers à faire face aux chocs et de faciliter la transition entre l'assistance humanitaire et la prise en charge au titre d'un système de protection sociale plus solide.
25. En collaboration avec les organismes des Nations Unies apparentés, le PAM portera une attention particulière aux besoins et aux intérêts de certains groupes en situation de vulnérabilité, comme les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes LGBTIQ+, les Roms et les jeunes. Il s'attachera à doter ces groupes de moyens renforcés et mettra en œuvre des mesures axées sur la protection et la responsabilité à l'égard des populations touchées, qui tiennent compte des risques de conflit.
26. Le PSPP comporte trois effets directs qui se renforcent mutuellement dans les domaines de l'intervention face aux crises, du renforcement des capacités institutionnelles et de la prestation de services, et contribuent à la réalisation des ODD 2 et 17.

3.2 Effets directs du plan stratégique de pays provisoire, effets directs stratégiques du PAM, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct 1 du plan stratégique de pays provisoire: Les populations touchées par une crise en République de Moldova, y compris les réfugiés, sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et leurs autres besoins essentiels tout au long de l'année

27. Les activités menées au titre de l'effet direct 1 du PSPP sont centrées sur la fourniture de secours immédiats aux personnes et aux communautés vulnérables touchées par la guerre en Ukraine. Le PAM vise à apporter une assistance là où il y en a le plus besoin et en temps voulu, de façon inclusive et équitable.

Effet direct stratégique du PAM

28. L'effet direct 1 du PSPP correspond à l'effet direct stratégique 1 du PAM (Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents).

Domaine d'action privilégié

29. L'effet direct 1 du PSPP relève du domaine d'action privilégié "intervention face à une crise".

Harmonisation avec les priorités nationales

30. L'effet direct 1 du PSPP contribue à la réponse globale à la crise humanitaire, telle que prévue dans le Plan régional d'aide aux réfugiés, qui met l'accent sur l'aide à apporter au Gouvernement s'agissant de répondre aux besoins immédiats des réfugiés tout en renforçant la résilience des communautés hôtes et la cohésion sociale avec les réfugiés.

Produit escompté

31. Le produit suivant contribuera à la réalisation de l'effet direct 1 du PSPP:
- Produit 1: Les réfugiés ciblés et les autres groupes de population touchés par une crise reçoivent une assistance non assortie de conditions pour satisfaire leurs besoins essentiels, notamment leurs besoins alimentaires.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir une assistance alimentaire aux réfugiés et aux autres groupes de population touchés par une crise

32. Au titre de l'activité 1, le PAM continuera de fournir des collations nutritives à la frontière aux personnes qui arrivent d'Ukraine et maintiendra un plan d'urgence afin de pouvoir intensifier efficacement l'assistance alimentaire en cas de nouveaux déplacements de population depuis l'Ukraine.
33. Le PAM continuera de fournir des transferts de type monétaire aux réfugiés ukrainiens et aux ménages moldaves qui les accueillent. Il s'agira de couvrir les besoins des réfugiés résidant dans des centres d'hébergement³⁴, dans le cadre d'une offre plus large de services sociaux³⁵, et d'offrir une aide complémentaire visant à répondre aux besoins alimentaires des ménages vulnérables qui accueillent des réfugiés afin d'alléger la charge économique pesant sur ces ménages et d'encourager ces derniers à continuer d'héberger des réfugiés, tout en promouvant la cohésion sociale³⁶.

³⁴ Le Gouvernement a formulé une stratégie pour regrouper les centres d'hébergement afin de fournir un appui d'un bon rapport coût-efficacité aux réfugiés aussi longtemps qu'ils ont besoin de résider dans ces centres, mais il encourage parallèlement leur insertion dans la société moldave.

³⁵ Y compris une aide pour les enfants, des services d'accompagnement et un appui psychosocial pour les femmes, qui seront fournis par le Fonds des Nations Unies pour la population et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

³⁶ Il est ressorti du suivi post-distribution de février 2023 que, sans assistance monétaire supplémentaire, jusqu'à 70 pour cent des ménages seraient dans l'impossibilité de continuer à héberger des réfugiés.

Partenariats

34. Le PAM mettra en œuvre l'activité 1 en collaboration avec ses partenaires humanitaires et ses partenaires de développement et avec le Gouvernement. L'assistance monétaire du PAM sera fournie en coordination avec l'assistance monétaire à usages multiples versée par le HCR, l'OIM et d'autres acteurs de l'action humanitaire et du développement aux ménages de réfugiés enregistrés, et pour compléter celle-ci. Le PAM collaborera avec le HCR, l'OIM, l'UNICEF et le FNUAP pour améliorer la qualité des installations utilisées pour la préparation des aliments et la gestion des déchets, et investira dans le renforcement des compétences des membres des communautés, de sorte que l'assistance soit apportée à ceux qui en ont le plus besoin dans le respect de leur dignité. Par ailleurs, il s'emploiera, avec les partenaires coopérants, les administrations locales et d'autres administrations infranationales, à élargir l'appui en faveur des organisations et des institutions locales qui représentent des groupes à risque ou marginalisés afin que ceux-ci puissent bénéficier des services proposés et, ainsi, que la portée des actions, l'assistance et la mobilisation communautaire soient plus inclusives.

Hypothèses

35. Le PAM part du principe que les besoins humanitaires persistent, que la situation reste stable sur le plan de la sécurité et que le financement obtenu est suffisant.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

36. Le PAM restera prêt à intensifier l'assistance humanitaire tout en aidant le Gouvernement à prendre progressivement en charge les réfugiés et les demandeurs d'asile et à assurer leur protection. Dans le cadre des efforts déployés pour jeter les bases d'un retrait responsable, le PAM apportera un appui technique au Ministère du travail et de la protection sociale (au titre de l'effet direct 2 du PSPP) afin d'améliorer le système de services sociaux d'aide alimentaire en place³⁷, de façon à ce que celui-ci puisse être employé pour fournir aux réfugiés et aux Moldoves vulnérables une assistance alimentaire adaptée au contexte local et gérée par les communautés et à ce qu'il ne soit progressivement plus nécessaire de passer par les centres d'hébergement pour fournir l'assistance alimentaire.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays provisoire: D'ici à 2026, le Gouvernement moldove dispose de capacités et de programmes renforcés lui permettant de répondre aux besoins essentiels des populations vulnérables

Effet direct stratégique du PAM

37. L'effet direct 2 du PSPP correspond à l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

38. L'effet direct 2 du PSPP relève du domaine d'action privilégié "renforcement de la résilience".

Harmonisation avec les priorités nationales

39. L'effet direct 2 du PSPP est conforme à l'effet 2 du Plan-cadre de coopération, qui prévoit que d'ici à 2027, une gouvernance plus responsable, transparente, axée sur les droits humains et tenant compte de la problématique femmes-hommes permet à l'ensemble de la population moldove de participer et de contribuer aux processus de développement.

³⁷ Dans le cadre du programme RESTART.

Produits escomptés

40. Les produits suivants contribueront à la réalisation de l'effet direct 2 du PSPP:
- Produit 2.1: Le Gouvernement dispose d'un système renforcé de protection sociale réactif face aux chocs, qui permet de venir en aide plus efficacement aux populations les plus vulnérables.
 - Produit 2.2: Les populations vulnérables en République de Moldova bénéficient d'une assistance sociale sous forme de compléments monétaires, qui les aide à satisfaire leurs besoins alimentaires et leurs autres besoins essentiels.

Activités essentielles

Activité 2: Fournir une assistance en matière de protection sociale aux institutions nationales, notamment sous la forme de transferts en faveur des populations ciblées

41. L'activité 2 vise à aider le Gouvernement, en particulier le Ministère du travail et de la protection sociale à mettre en œuvre les réformes du programme RESTART dont l'objectif est d'améliorer la réactivité du système national de protection sociale face aux chocs. Il s'agit de répondre aux besoins essentiels des réfugiés les plus vulnérables et des Moldoves dont la situation économique s'est encore détériorée en raison de la guerre, ce qui contribuera à atténuer les risques de tensions sociales entre les réfugiés et les communautés hôtes. En application des enseignements tirés de l'expérience, cette intervention repose sur l'utilisation des programmes d'assistance monétaire existants pour verser des compléments en espèces aux Moldoves les plus vulnérables au plan socioéconomique, afin d'éviter que les populations les plus démunies ne sombrent encore davantage dans la pauvreté.
42. En s'appuyant sur les progrès réalisés en matière de ciblage, de recensement des bénéficiaires, de transferts monétaires, de vérification et de suivi, et de mécanismes communautaires de remontée de l'information, le PAM s'attachera à trouver des possibilités de réaliser des économies et recensera les lacunes de l'assistance sociale en faveur des populations vulnérables touchées par le conflit, y compris les réfugiés, en tenant compte de l'adéquation et de la couverture de l'assistance sociale ainsi que du respect des délais. Il fournira un appui aux capacités techniques, des avis stratégiques et des orientations opérationnelles au Ministère du travail et de la protection sociale pour remédier aux lacunes constatées et promouvoir l'élargissement des programmes, le but étant d'améliorer la réactivité du système de protection sociale face aux chocs.
43. Avec ses partenaires au sein du système des Nations Unies, le PAM soutiendra le recours à la numérisation en vue de renforcer la fiabilité des données et de remédier aux déficits connexes, pour améliorer l'interopérabilité et les liens entre les bases de données à l'appui de l'orientation vers les services compétents et de l'accès aux services. Il s'appuiera sur la plateforme monétaire déjà en place pour l'enregistrement, le versement des prestations administration-administrés et le suivi, et contribuera à l'élaboration d'un système de gestion des informations plus perfectionné permettant d'accroître la capacité et la réactivité de l'assistance monétaire. Ces activités seront harmonisées avec la stratégie nationale en matière de gouvernance électronique³⁸ et avec les protocoles relatifs à la protection des données, et seront conformes aux exigences du PAM en matière de confidentialité des données.

³⁸ Gouvernement de la République de Moldova. 2023. *Stratégie de transformation numérique de la République de Moldova 2023-2030* (en Roumain).

44. Fort de son savoir-faire, le PAM entend renforcer les capacités des services sociaux d'aide alimentaire au niveau local en tirant parti des investissements analogues réalisés par le HCR, le FNUAP, l'OIM et l'UNICEF, en vue d'élargir ces structures communautaires de sorte à offrir aux réfugiés ainsi qu'aux Moldaves vulnérables un guichet unique pour l'obtention des prestations sociales. À cet égard, le PAM soutiendra également la mise en place de services sociaux d'aide alimentaire, et le renforcement de ceux qui existent, avec la fourniture de bons d'alimentation ou par l'intermédiaire de cuisines communautaires³⁹, y compris celles des centres d'hébergement, pour faire en sorte que l'assistance alimentaire soit assortie d'initiatives de sensibilisation sur la nutrition. Le PAM appuiera également la réforme globale des services sociaux d'aide alimentaire et la mise en œuvre de nouvelles normes concernant les bons d'alimentation et les cuisines communautaires.
45. En collaboration avec le Ministère de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire, le Ministère du travail et de la protection sociale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), le PAM dispensera des conseils techniques afin d'améliorer la compréhension des problèmes sous-jacents liés aux systèmes alimentaires et aux institutions responsables des services sociaux d'aide alimentaire. Pour épauler la réforme de ces services menée par le Gouvernement, le PAM entend renforcer les liens entre les institutions chargées de ces services et les producteurs locaux de produits alimentaires, en se fondant sur les éléments factuels issus des études de marché et des analyses des filières des systèmes alimentaires.
46. En collaboration avec le Gouvernement, le système des Nations Unies en République de Moldova et les ONG partenaires, le PAM contrôlera les activités visant à améliorer la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés hôtes, au moyen d'approches de ciblage transparentes et faisant l'objet d'une communication claire, de campagnes d'information et de communication communautaires, du suivi des avancées en matière de cohésion sociale et de la détermination et de l'atténuation de tout risque lié à la prise en compte du conflit.

Partenariats

47. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec les entités compétentes des Nations Unies et les partenaires de développement ainsi qu'avec les organisations de la société civile afin de déterminer les domaines dans lesquels il convient d'approfondir l'analyse pour définir la mise en œuvre des programmes et les modalités d'apprentissage en matière d'action publique de façon à appuyer les réformes gouvernementales. En collaboration avec l'UNICEF et le FNUAP, il appuiera le passage au numérique, les stratégies relatives aux systèmes d'information et l'exécution des programmes, en accordant une attention particulière aux interventions en cas de choc. Aux côtés du HCR, il plaidera pour que les réfugiés puissent bénéficier des services sociaux en place, notamment des services d'aide alimentaire.
48. En collaboration étroite avec le Ministère du travail et de la protection sociale, et conformément aux priorités du programme RESTART, le PAM veillera à ce que la conception, l'exécution et le suivi des programmes de transferts de type monétaire correspondent aux systèmes et capacités du pays.

³⁹ Les services sociaux d'aide alimentaire constituent un domaine prioritaire du programme de réforme RESTART.

49. Afin de favoriser un retrait responsable et sans heurt de la République de Moldova, le PAM s'attachera à nouer avec le Gouvernement et d'autres entités des Nations Unies des partenariats stratégiques autour d'objectifs communs. Il a élaboré des feuilles de route conjointes avec l'UNICEF, le FNUAP et le HCR concernant l'aide aux réfugiés et la réforme de la protection sociale, avec la FAO et le FIDA concernant les systèmes d'information relatifs à la sécurité alimentaire, et avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR) concernant les systèmes d'alerte rapide. Conformément à ces feuilles de route, le PAM axera ses efforts sur la conduite de réformes dans les domaines de la protection sociale, de la sécurité alimentaire et de la préparation aux situations d'urgence afin d'établir un socle technique pérenne.

Hypothèses

50. Pour que l'effet direct 2 du PSPP soit réalisé, il faut que les partenaires et les donateurs mettent à disposition des compétences spécialisées et des financements, et que le Gouvernement mette en œuvre le programme de réforme de la protection sociale, tandis que les ressources disponibles doivent être suffisantes pour permettre la réalisation des objectifs d'étape convenus.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

51. En accord avec la réforme gouvernementale, la stratégie de transition du PAM consiste à renforcer la capacité des institutions publiques à mettre en place un dispositif de protection sociale réactif face aux chocs, permettant aux pouvoirs publics et aux entités des Nations Unies partenaires de mener des activités de protection sociale.

Effet direct 3 du plan stratégique de pays provisoire: Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement en République de Moldova disposent de capacités renforcées pour se préparer aux situations d'urgence et y faire face tout au long de l'année

Effet direct stratégique du PAM

52. L'effet direct 3 du PSPP correspond à l'effet direct stratégique 5 du PAM (Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces).

Domaine d'action privilégié

53. L'effet direct 3 du PSPP relève du domaine d'action privilégié "intervention face à une crise".

Harmonisation avec les priorités nationales

54. L'effet direct 3 du PSPP est aligné sur le Plan régional d'aide aux réfugiés. Dans le cadre des activités menées au titre de cet effet direct du PSPP, le PAM vise à assurer la coordination efficace des différents partenaires et la fourniture d'une assistance aux populations vulnérables, à l'appui des efforts déployés par les pouvoirs publics.

Produits escomptés

55. Le produit suivant contribuera à la réalisation de l'effet direct 3 du PSPP:
- Produit 3: Les populations touchées par une crise tirent parti du renforcement des capacités opérationnelles des acteurs de l'aide humanitaire et du développement.

Activités essentielles

Activité 3: Fournir des services à la demande aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement

56. Si la situation humanitaire venait à se détériorer à un point tel que les acteurs humanitaires ne puissent plus assurer l'assistance technique et les services d'appui nécessaires, le PAM fournirait, dans la mesure du possible et selon les besoins, des services à la demande et des services communs pour faire en sorte que les besoins humanitaires soient satisfaits en temps voulu et de façon coordonnée. Il pourra s'agir de services de transfert monétaire ou de gestion des informations ou de la fourniture de logiciels du PAM ou de services logistiques.

Partenariats

57. En fonction des besoins recensés et des demandes des partenaires, le PAM fournira des services communs qui permettront aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement de faire face aux besoins humanitaires en temps voulu, de façon coordonnée, en tenant compte de la problématique femmes-hommes et en répondant aux attentes respectives des femmes et des hommes.

Hypothèses

58. Pour que l'effet direct 3 du PSPP soit réalisé, il faut que les partenaires sollicitent des services et qu'ils disposent de ressources suffisantes pour couvrir les coûts y afférents.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

59. Des services seront fournis aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement, à la demande et en fonction des besoins.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

60. Dans le cadre du PSPP, le PAM compte venir en aide à 227 424 bénéficiaires (réfugiés, ménages accueillant des réfugiés et Moldoves vulnérables); des dispositions d'urgence sont aussi prévues pour qu'il puisse apporter une assistance à un plus grand nombre de personnes en cas de nouveaux déplacements de populations depuis l'Ukraine. La majeure partie des réfugiés qui recevront une assistance seront des femmes, des enfants et des personnes âgées, les femmes et les filles représentant près de 70 pour cent d'entre eux.
61. Au titre de l'activité 1, un nombre total de 2 500 réfugiés résidant dans des centres d'hébergement recevront une assistance alimentaire par l'intermédiaire de cuisines communautaires ou sous forme de livraisons de vivres. Dans le cadre de l'optimisation en cours des centres d'hébergement, il est attendu que les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées puissent continuer d'être logés dans les installations communales à titre prioritaire, tandis que les réfugiés qui le peuvent seront encouragés à participer au programme d'aide à la location et à trouver une solution de logement plus durable. Pour répondre aux besoins alimentaires immédiats des réfugiés ukrainiens qui arrivent à la frontière avec la République de Moldova, le PAM continuera de fournir ponctuellement des collations nutritives à 18 000 réfugiés⁴⁰ et maintiendra la capacité d'adaptation opérationnelle lui permettant de venir en aide à 50 000 réfugiés supplémentaires, ce qui correspond au seuil déterminé dans le plan d'urgence interorganisations.

⁴⁰ Valeur maximale pour la période d'exécution.

62. Le PAM apportera aussi un soutien à 3 000 ménages accueillant des réfugiés (soit 9 000 personnes), selon une approche incitative visant à appuyer et à récompenser le rôle important que ces foyers jouent en accueillant ces réfugiés et en facilitant leur intégration. Cette approche consiste à recenser et à évaluer les besoins, les vulnérabilités et les capacités des ménages hôtes en fonction de critères de vulnérabilité prédéfinis étroitement calqués sur ceux fixés dans le tableau de la vulnérabilité du HCR. La sélection des bénéficiaires se fera en consultation avec les pouvoirs publics, les partenaires et les bénéficiaires.
63. Dans le cadre de l'activité 2, la sélection des ménages moldoves ayant droit à une assistance est fondée sur les registres sociaux existants, liés au registre de protection sociale établi par les pouvoirs publics, qui représentent les groupes les plus vulnérables particulièrement exposés au risque de sombrer davantage dans l'insécurité alimentaire et dans la pauvreté. Le PAM ciblera 150 000 personnes vulnérables en 2024 et en 2025⁴¹, en utilisant des méthodes définies conjointement avec le Ministère du travail et de la protection sociale, afin de venir en aide en priorité aux personnes les plus vulnérables sur le plan économique. Les critères de ciblage des communautés hôtes vulnérables seront actualisés chaque année en coordination avec le Gouvernement, sur la base des évaluations de la vulnérabilité, des analyses de données, du suivi des programmes, des informations en retour transmises par les communautés et des consultations menées avec les bénéficiaires.
64. En s'appuyant sur des consultations avec les communautés et organisations locales et en appliquant le principe consistant à "ne pas nuire" pour éviter de créer de nouveaux risques sociaux, environnementaux ou associés à la problématique femmes-hommes, une assistance alimentaire sera fournie par l'intermédiaire des services sociaux d'aide alimentaire à 2 500 Moldoves vulnérables dans les districts comptant le plus fort taux de réfugiés. La possibilité de mettre en place un mécanisme adapté de transferts de type monétaire, conforme aux normes adoptées par le Gouvernement et les autres partenaires, sera examinée.
65. Pour s'attaquer plus efficacement aux inégalités tenant à la problématique femmes-hommes ou à la diversité, le PAM mènera des activités de planification communautaire participative. Ce processus inclusif géré au plan local permet de faire en sorte que les femmes et les hommes, qu'ils soient ou non en situation de handicap, quelle que soit leur identité de genre ou leur orientation sexuelle, y compris les membres de groupes minoritaires, soient équitablement associés à la planification, au ciblage et à la mise en œuvre des programmes.
66. Dans la droite ligne du soutien fourni par le PAM au programme de réforme RESTART au titre de l'activité 2, et à l'appui de l'intégration pleine et entière des réfugiés dans le système de protection sociale, le HCR s'emploie à élaborer et à mettre en œuvre une feuille de route visant à assurer que les réfugiés bénéficiant du statut de protection temporaire peuvent accéder aux dispositifs nationaux d'assistance sociale conformément aux principes humanitaires.

⁴¹ En supposant que la responsabilité de cet appui sera transférée pour relever du système national d'ici à l'hiver 2025/26.

4.2 Transferts

67. Au titre de l'activité 1, le PAM fournira aux comités de gestion des centres d'hébergement, par l'intermédiaire de ses partenaires, des bons-produits mensuels à utiliser pour servir des repas nutritifs chauds aux réfugiés résidant dans les centres afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels⁴². Les repas chauds seront préparés sur place ou livrés, en fonction de la disponibilité de cuisines adaptées. Le PAM s'attend à ce que le nombre de réfugiés hébergés dans les centres baisse progressivement, à mesure que les dispositifs de protection sociale existants répondent de manière croissante aux besoins essentiels des réfugiés, conformément à la décision du Gouvernement relative à la protection temporaire. Une modalité de transfert similaire sera mise en œuvre dans le cadre des services sociaux d'aide alimentaire, de façon à ce que les réfugiés hébergés dans les communautés hôtes et les Moldoves vulnérables puissent continuer d'avoir accès à l'alimentation.
68. Le PAM fournira aux réfugiés qui arrivent à la frontière des bons-valeurs pour l'achat ponctuel d'une collation nutritive. En cas de nécessité, il pourra fournir à 50 000 réfugiés supplémentaires un bon-valeur ponctuel (équivalant à 26 dollars), valable dans une chaîne de supermarchés nationale, qui leur permettra de satisfaire leurs besoins alimentaires les plus urgents pendant deux semaines.
69. Le PAM versera aux ménages moldoves qui hébergent des réfugiés une assistance en espèces sans restriction et à usages multiples, d'un montant de 40 dollars par personne et par mois (soit 120 dollars par ménage)⁴³, conçue pour combler la différence dans les dépenses essentielles minimales, telle que déterminée par le PAM en comparant l'analyse des données issues du suivi et le niveau minimal de consommation alimentaire de subsistance défini par l'État⁴⁴. Cette assistance vise à éviter que les ménages hôtes épuisent leurs ressources en accueillant des réfugiés. Pour encourager les ménages qui remplissent les conditions requises à s'enregistrer pour recevoir cette assistance, le montant de l'assistance a été fixé à 53 pour cent du salaire minimum en République de Moldova (229 dollars). Le nombre de réfugiés accueillis devrait baisser progressivement tout au long de la période d'exécution du PSPP, à mesure qu'ils trouvent des logements plus permanents.
70. Les ménages moldoves vulnérables ciblés au titre de l'activité 2 recevront une aide monétaire à usages multiples non assortie de restrictions pour une durée de six mois, pendant la saison hivernale; la valeur de cette aide sera dans un premier temps fixée à 40 dollars⁴⁵ par ménage. Complétant l'assistance monétaire versée par d'autres acteurs de l'aide humanitaire et du développement, la valeur sera alignée sur celles caractérisant les filets de sécurité mis en place par le Gouvernement, afin de permettre aux ménages de satisfaire leurs besoins essentiels et en vue de faciliter le transfert éventuel de la responsabilité du programme. Le PAM pourra ajuster la durée des transferts, leur valeur et le nombre de bénéficiaires, en fonction des priorités du Gouvernement et des besoins recensés.
71. Dans la mesure du possible, les bénéficiaires de l'assistance monétaire recevront les versements par l'intermédiaire des prestataires de services financiers existants, de sorte à favoriser l'harmonisation avec les systèmes publics. Le recours aux infrastructures et systèmes nationaux permettra de profiter de la familiarité des bénéficiaires avec ces systèmes, ce qui facilitera l'accès à l'assistance, en particulier dans les zones rurales, tout en contribuant à la durabilité et à l'efficacité des interventions.

⁴² Conformément à la réglementation publique en vigueur et compte tenu des installations disponibles, seuls les membres des comités de gestion des centres d'hébergement de réfugiés sont autorisés à préparer ensemble la nourriture.

⁴³ Il est ressorti du suivi post-distribution de février 2023 que les ménages comptaient en moyenne trois membres.

⁴⁴ Bureau national de statistique. 2022. [Niveau de vie de la population](#) (en anglais).

⁴⁵ Les transferts monétaires assurés avec l'appui du PAM complètent l'assistance fournie au titre des systèmes *Ajutor Social* et APRA (allocation de chauffage).

4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

72. Le PAM intervient en République de Moldova depuis mars 2022. Son équipe multidisciplinaire, composée d'agents recrutés sur le plan national et d'agents recrutés sur le plan international, est dotée des compétences nécessaires pour répondre aux besoins opérationnels. Afin de faciliter ses opérations, en particulier les composantes de renforcement des capacités prévues au titre de l'effet direct 2 du PSPP, le PAM compte recruter des effectifs supplémentaires qui viendront consolider l'équipe en République de Moldova et épauleront le Gouvernement dans les domaines de la protection sociale, de la sécurité alimentaire (marchés), de l'atténuation des effets des changements climatiques ainsi que de l'analyse et du suivi aux fins de l'alerte rapide.
73. Les recrutements se feront en priorité sur le plan national de manière à améliorer le programme, à consolider les compétences et les capacités du personnel qualifié dans le pays et, partant, à assurer la pérennité des opérations. Une attention particulière sera apportée à la parité femmes-hommes, tant du point de vue du pourcentage global des effectifs qu'au sein des différentes classes, conformément aux directives institutionnelles. L'amélioration du bien-être, de la sûreté et de la sécurité du personnel et la promotion d'un milieu de travail diversifié, sûr, respectueux et inclusif resteront des priorités pour le PAM.

4.4 Partenariats

74. À mesure que les répercussions de la guerre prolongée qui se déroule en Ukraine s'étendent à la République de Moldova, et dans le cadre de la planification minutieuse de son retrait à terme, le PAM compte intensifier ses partenariats avec le Gouvernement et, en particulier, avec le Ministère du travail et de la protection sociale, le Ministère de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire et le Ministère de l'intérieur, ainsi qu'avec d'autres entités des Nations Unies, afin d'apporter un appui aux réformes actuellement mises en œuvre dans les domaines de la protection sociale, de la sécurité alimentaire et de la gestion des crises. À cette fin, il renforcera sa collaboration instaurée de longue date avec plusieurs organismes, dont l'UNICEF, le HCR et le FNUAP en élaborant un plan conjoint pour fournir une assistance monétaire aux populations touchées par une crise et rendre le système national de protection sociale réactif face aux chocs. Le PAM collaborera étroitement, d'une part, avec la FAO et le FIDA afin d'améliorer les informations et les analyses relatives à la sécurité alimentaire (marchés) et, d'autre part, avec le PNUD et l'UNDRR concernant l'atténuation des effets des changements climatiques, les systèmes d'alerte rapide et les mécanismes de préparation en général.
75. Le PAM a conclu des accords de partenariat avec des ONG nationales et internationales en République de Moldova; il poursuivra ses activités de collaboration étroite et de renforcement des capacités, et s'appuiera sur les atouts particuliers et les compétences spécialisées de ses partenaires pour éclairer les programmes. Le PAM compte aussi renforcer les partenariats existants et favoriser l'établissement de nouveaux partenariats avec les organisations qui représentent les groupes très vulnérables, afin que ces organisations puissent participer et être associées comme il se doit à tous les aspects des programmes. Aux côtés du HCR, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et de partenaires humanitaires, il continuera de soutenir les mécanismes de coordination, y compris ceux concernant l'aide d'urgence aux réfugiés, et mènera certaines interventions en concertation avec le Ministère de l'intérieur et le Ministère du travail et de la protection sociale. Le PAM continuera de présider le groupe de travail sur la sécurité alimentaire et de coordonner les activités avec le groupe de travail sur l'assistance monétaire, qui est présidé par le HCR et le Ministère du travail et de la protection sociale.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

76. En faisant fond sur les enseignements tirés de l'expérience et en s'appuyant sur le Cadre de résultats institutionnels pour 2022-2025, le PAM a élaboré un plan de suivi, d'examen et d'évaluation afin que tous les indicateurs relatifs aux processus, aux produits et aux effets directs fassent l'objet, dans les délais fixés, d'un suivi suffisant et fondé sur l'utilisation de données ventilées par âge, par sexe et par handicap. Les résultats seront évalués selon une approche inclusive axée sur les risques, qui permette de démontrer les résultats obtenus et de détecter les problèmes liés à la problématique femmes-hommes, à la responsabilité à l'égard des populations touchées, à la protection et à l'inclusion du handicap. Ils seront ensuite saisis dans les systèmes du PAM ainsi que sur les plateformes UN-Info et ActivityInfo, démontrant la contribution du PAM à la réalisation des ODD. Une analyse de la vulnérabilité sera effectuée au sein de groupes bénéficiaires et de groupes non bénéficiaires, en s'appuyant sur les évaluations des besoins essentiels et de la vulnérabilité réalisées par le PAM et sur les données de l'enquête nationale sur le budget des ménages menée par le Gouvernement, en vue d'améliorer le ciblage et l'établissement des priorités et de générer des données factuelles aux fins de l'apprentissage et de l'amélioration des systèmes.
77. Des contrôleurs du PAM sur le terrain et des contrôleurs tiers collecteront régulièrement des données pour assurer le suivi de la mise en œuvre du PSPP. Les activités de suivi seront conformes aux directives du PAM en la matière et consisteront à recueillir régulièrement des données relatives aux produits et aux processus afférents aux programmes sur les sites de projet (centres d'hébergement des réfugiés et institutions chargées des services alimentaires) et à effectuer tout aussi régulièrement un suivi post-distribution au niveau des ménages. À chaque cycle de distribution, le PAM organisera des enquêtes auprès des ménages qui reçoivent une assistance monétaire à usages multiples, afin de connaître leurs impressions et d'évaluer la façon dont l'assistance est utilisée. En complément du suivi sur site, le PAM aura recours à des technologies mobiles d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité compatibles avec son système d'acquisition de données opérationnelles par téléphonie mobile ainsi qu'à un logiciel d'analyse et de visualisation des données pour permettre un suivi efficace à distance et obtenir des retours d'information rapides sur la mise en œuvre des programmes.
78. En collaboration avec des organismes partenaires de l'action humanitaire et du développement, notamment le FIDA, la FAO, le PNUD et l'UNDRR, le PAM réalisera des évaluations et des analyses de la sécurité alimentaire, de la vulnérabilité et des marchés ainsi que des travaux de recherche sur la sécurité alimentaire et la cohésion sociale. L'établissement par le PAM des profils de vulnérabilité contribuera à éclairer la définition des critères de sélection des bénéficiaires, en coordination avec d'autres partenaires, dont le HCR, de façon à ce que la priorité soit donnée aux populations les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire.
79. Afin de disposer d'une base de données factuelles pour les activités de renforcement des capacités, une évaluation des forces et des lacunes des systèmes d'information actuellement utilisés par le Gouvernement sera effectuée; le PAM s'appuiera sur cette évaluation pour déterminer les possibilités de mettre en place des technologies susceptibles d'améliorer la prestation des services publics grâce à des systèmes d'information intégrés, en libre-service et en ligne. Des analyses de suivi annuelles permettront d'évaluer les résultats, de tirer des enseignements et d'ajuster les programmes en conséquence. Pour faciliter un retrait responsable, le PAM conduira une évaluation thématique décentralisée au premier semestre de 2025 au sujet de l'appui fourni au Gouvernement pour améliorer la réactivité du système de protection sociale face aux chocs, notamment l'assistance monétaire en faveur des Moldoves vulnérables. Les résultats permettront de dégager des enseignements à l'échelle institutionnelle.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

80. La guerre en Ukraine se poursuit et pourrait provoquer un nouvel afflux de réfugiés en République de Moldova. Le PAM a prévu des dispositions d'urgence qui lui permettront d'intensifier rapidement ses interventions pour être à même de faire face à une augmentation des besoins, et il travaille déjà avec les autorités compétentes et ses partenaires à l'élaboration d'un plan d'urgence interinstitutions visant à bien préparer le pays en cas d'arrivées massives soudaines de réfugiés ou d'une augmentation subite des besoins humanitaires de manière plus générale. Il renforcera également les capacités de préparation aux situations d'urgence et de gestion des catastrophes en République de Moldova, en collaboration étroite avec les autorités compétentes et les partenaires techniques, notamment le PNUD et l'UNDRR.
81. Il est possible que la guerre se propage à la République de Moldova, ce qui pourrait empêcher le PAM d'opérer dans le pays (au moins provisoirement) et entraînerait une recrudescence considérable des besoins. Le PAM a élaboré un plan de préparation complet fondé sur l'analyse du contexte qui est régulièrement mise à jour par l'Organisation des Nations Unies. Il continuera de suivre la situation pour garantir la continuité et l'adéquation de ses programmes ainsi que la sûreté et le bien-être de son personnel, de ses partenaires et de ses bénéficiaires.
82. Des déficits de financement pourraient contraindre le PAM à réviser à la baisse le nombre de bénéficiaires ciblés ou à réduire l'appui apporté au Gouvernement à sa demande en matière de renforcement des capacités; dans les deux cas, la réputation du PAM et ses relations avec les communautés, le Gouvernement et les autres acteurs du système humanitaire pourraient en souffrir. Afin de limiter ce risque, le PAM intensifie ses initiatives de sensibilisation et de partenariat. Par ailleurs, il élaborera un plan de hiérarchisation des priorités pour faire en sorte que les fonds disponibles soient utilisés afin d'aider les ménages les plus vulnérables et de mettre en œuvre les principaux volets de son assistance technique.

Risques opérationnels

83. Les efforts déployés par le PAM pour renforcer les systèmes d'information au titre de l'effet direct 2 s'accompagnent d'un certain nombre de risques en matière de protection des données. Le PAM appliquera des mesures adaptées pour recenser les procédures optimisées de protection des données et les faire accepter, et collaborera avec les autorités et les principaux acteurs de façon à favoriser d'emblée la prise en main de ces procédures et à en faciliter le transfert futur. L'opération sera conforme aux normes établies dans le cadre directeur visant à donner des assurances concernant les transferts de type monétaire et aux directives institutionnelles relatives à la gestion des identités.

Risques financiers

84. La guerre en Ukraine continue de perturber les chaînes d'approvisionnement locales et de pousser à la hausse les prix des produits alimentaires et des carburants. Le PAM aura recours aux modalités de transfert en espèces ou sous forme de bons pour atténuer les risques associés à la chaîne d'approvisionnement alimentaire et continuera de surveiller les prix sur les marchés locaux afin de s'assurer que les sommes versées permettent aux réfugiés et aux communautés hôtes vulnérables de satisfaire leurs besoins. Pour limiter les augmentations de prix liées aux taux de change, la valeur des transferts est fixée en dollars des États-Unis, car cette monnaie est plus stable. Le PAM gardera la possibilité d'ajuster la valeur des transferts s'il y a lieu en accord avec le groupe de travail sur l'assistance monétaire et le Gouvernement, afin de répondre aux besoins des populations vulnérables.

Risques fiduciaires

85. Le PAM fera le nécessaire pour former son personnel et ses partenaires (y compris les prestataires de services) aux différents aspects de son code de déontologie et de ses normes de conduite, en accordant une attention particulière à la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles. Un responsable de la gestion des risques s'attachera à vérifier que la mise en œuvre et le suivi des programmes sont conformes aux normes les plus strictes en matière de transparence, d'intégrité et de reddition de comptes, et s'emploiera à faire respecter ces normes. La haute direction recevra un appui pour évaluer et atténuer les risques susceptibles de limiter la capacité du PAM à atteindre ses objectifs et gérer en temps voulu tout problème important lié aux risques, au contrôle ou à d'autres questions. Enfin, une attention particulière sera portée à la santé, à la sécurité et au bien-être du personnel grâce à un ensemble de mesures, consistant notamment – mais pas uniquement – à faire en sorte que le matériel de bureau et les infrastructures soient conformes aux normes institutionnelles.

5.3 Garanties environnementales et sociales

86. Le PAM est déterminé à mettre en place des garanties environnementales et sociales et à exécuter des programmes tenant compte du risque de conflit. Des analyses et des évaluations des risques environnementaux et sociaux liés aux activités proposées dans le PSPP sont réalisées au niveau stratégique dans le but d'assurer que le PAM ne nuit pas. Celui-ci veillera à ce qu'une analyse des risques environnementaux et sociaux soit réalisée pour certains projets et certaines interventions qui font l'objet d'un accord de partenariat sur le terrain, d'un mémorandum d'accord ou d'un contrat de construction. Il respectera les dispositions de son cadre pour la durabilité environnementale et sociale et tiendra compte des documents directifs les plus récents portant sur la sécurité et les dangers liés aux opérations.
87. Le PAM adoptera des mesures d'atténuation et s'attachera à prévenir les risques d'exclusion et de discrimination à tous les niveaux, y compris ceux associés à la discrimination sociale, aux structures de pouvoir, à la vulnérabilité, à l'âge, au handicap, au sexe et au genre. Il envisagera la possibilité de recourir à un système de gestion environnementale pour prévenir et atténuer les éventuelles répercussions négatives des opérations d'appui sur l'environnement, en axant ses efforts sur l'efficacité énergétique et la décarbonation, la gestion de l'eau et des déchets, les achats durables et la sensibilisation du personnel à ces questions. Il continuera en outre d'encourager la tenue en ligne des réunions afin de réduire les émissions liées aux déplacements aériens et terrestres.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

88. Le plan fondé sur les besoins du PSPP s'élève à plus de 60 millions de dollars, dont 45 pour cent sont affectés aux activités d'assistance vitale menées au titre de l'effet direct 1 du PSPP en faveur des réfugiés et des communautés hôtes vulnérables. Compte tenu de l'ampleur des besoins, un peu plus de la moitié du budget est allouée aux activités relevant de l'effet direct 2 du PSPP, qui visent à appuyer, d'une part, la fourniture d'une assistance monétaire aux Moldoves vulnérables au titre des efforts de renforcement des capacités et des systèmes et au titre des investissements dans les filets de sécurité nationaux. Le reste du budget est alloué à l'effet direct 3 du PSPP, dans le cadre duquel le PAM se tient prêt à dispenser des services à la demande à ses partenaires, selon le principe du recouvrement des coûts. Le PAM consacre 7 pour cent du budget du PSPP aux actions contribuant à l'égalité femmes-hommes.

BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)					
Effet direct du plan stratégique de pays provisoire	Activité	2024	2025	2026	Total
1	1	15 812 902	10 671 043	656 607	27 140 552
2	2	13 952 864	17 169 933	770 955	31 893 753
3	3	423 230	503 037	99 989	1 026 256
Total		30 188 996	28 344 014	1 527 551	60 060 561

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

89. Le PAM continuera de travailler avec les donateurs, dans le cadre de consultations régulières, de l'établissement de rapports sur les résultats et de la communication d'informations démontrant les économies réalisées ou expliquant l'évolution des opérations, afin de renforcer la confiance et de consolider les partenariats. Il mènera des actions de sensibilisation pour favoriser l'accroissement des contributions souples non préaffectées, de manière à être en mesure d'ajuster plus facilement les programmes en fonction de l'évolution des besoins. Il mènera avec le Gouvernement des activités conjointes de communication afin de montrer l'adhésion des autorités et de donner plus de poids aux appels à l'établissement de nouveaux partenariats avec des donateurs à l'appui de l'obtention de résultats collectifs. En outre, le PAM cherchera de nouveaux moyens de coordonner ses programmes avec ceux des autres entités des Nations Unies et des ONG internationales, en plaidant pour la mobilisation conjointe de ressources. Par exemple, les efforts de levée de fonds déployés en concertation avec l'UNICEF et le HCR permettront de montrer que les ressources disponibles limitées sont utilisées de façon optimale, avec un bon rapport coût-efficacité. Le PAM s'attachera à diversifier la base des donateurs en se rapprochant des donateurs potentiels plutôt intéressés par les activités de développement, des institutions financières internationales, du secteur privé et des fondations. Le PAM s'attend à ce que de nouveaux fonds deviennent accessibles une fois que la République de Moldova aura entamé les négociations relatives à l'adhésion à l'Union européenne.
90. En cas de déficit de financement, le PAM donnera la priorité aux transferts en faveur des bénéficiaires, tout en maintenant l'appui au renforcement des capacités institutionnelles au niveau minimal indispensable. Une analyse des partenariats viendra éclairer tout plan d'établissement des priorités. Au moment de hiérarchiser les activités, le PAM s'appuiera sur les évaluations de la vulnérabilité et se coordonnera avec les autres acteurs afin de limiter les risques d'erreur d'inclusion ou d'exclusion et les doubles emplois.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS PROVISOIRE ÉTABLI POUR LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA (2024–2026)

ODD 2: Faim zéro

Cible 1 de l'ODD: Accès à l'alimentation

Effet direct 1 du plan stratégique de pays provisoire: Les populations touchées par une crise en République de Moldova, y compris les réfugiés, sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et leurs autres besoins essentiels tout au long de l'année

Effet direct stratégique 1 du PAM: Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Le PAM part du principe que les besoins humanitaires persistent, que la situation reste stable sur le plan de la sécurité et que le financement obtenu est suffisant.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation (moyenne)

Capacité économique à satisfaire les besoins essentiels

Score de consommation alimentaire

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à satisfaire les besoins essentiels

Activités et produits

1. Fournir une assistance alimentaire aux réfugiés et aux autres groupes de population touchés par une crise (1.2: Transferts de ressources non assortis de conditions)

1 Les réfugiés ciblés et les autres groupes de population touchés par une crise reçoivent une assistance non assortie de conditions pour satisfaire leurs besoins essentiels, notamment leurs besoins alimentaires (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

Cible 9 de l'ODD: Renforcement des capacités

Effet direct 2 du plan stratégique de pays provisoire: D'ici à 2026, le Gouvernement moldove dispose de capacités et de programmes renforcés lui permettant de répondre aux besoins essentiels des populations vulnérables

Effet direct stratégique 4 du PAM: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les partenaires et les donateurs mettent à disposition des compétences spécialisées et des financements, et le Gouvernement met en œuvre le programme de réforme de la protection sociale, tandis que les ressources disponibles sont suffisantes pour permettre la réalisation des objectifs d'étape convenus.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques et d'instruments législatifs contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été élaborés ou adaptés par les parties prenantes nationales grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Proportion de personnes ayant participé à des activités de formation, d'accompagnement personnalisé ou de mentorat, qui ont fait état d'une amélioration des connaissances ou des compétences utiles pour contribuer à l'élimination de la faim ou à la réalisation d'autres ODD

Activités et produits

2. Fournir une assistance en matière de protection sociale aux institutions nationales, notamment sous la forme de transferts en faveur des populations ciblées (1.10: Appui sectoriel en faveur de la protection sociale)

2.1 Le Gouvernement dispose d'un système renforcé de protection sociale réactif face aux chocs, qui permet de venir en aide plus efficacement aux populations les plus vulnérables (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

2.2 Les populations vulnérables en République de Moldova bénéficient d'une assistance sociale sous forme de compléments monétaires, qui les aide à satisfaire leurs besoins alimentaires et leurs autres besoins essentiels (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

Cible 16 de l'ODD: Partenariats mondiaux

Effet direct 3 du plan stratégique de pays provisoire: Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement en République de Moldova disposent de capacités renforcées pour se préparer aux situations d'urgence et y faire face tout au long de l'année

Effet direct stratégique 5 du PAM: Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Les partenaires sollicitent des services et disposent de ressources suffisantes pour couvrir les coûts y afférents.

Indicateurs d'effet direct

Pourcentage d'utilisateurs satisfaits des services fournis

Activités et produits

3. Fournir des services à la demande aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement (2.4: Services à la demande)

3 Les populations touchées par une crise tirent parti du renforcement des capacités opérationnelles des acteurs de l'aide humanitaire et du développement (Catégorie de produit H: Services et plateformes partagés mis à disposition. Produit standard 5.2: Les partenaires utilisent des services à la demande pour augmenter leurs capacités et mener des interventions plus efficaces, plus efficaces et mieux coordonnées)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

CC.1. Protection

Indicateurs transversaux

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.1.5: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC.2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.2: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.2.3: Le bureau de pays est doté d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.2.4: Le bureau de pays dispose d'un plan d'action relatif à la participation des communautés

CC.2.5: Nombre d'enfants et d'adultes qui ont accès à un moyen sûr de signaler des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'aide humanitaire, d'aide au développement ou de protection ou par des membres du personnel d'autres organisations qui portent assistance aux populations touchées (OIM, HCDH, PNUD)

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.4. Durabilité environnementale**Indicateurs transversaux**

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition**Indicateurs transversaux**

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

CC.5.2: Pourcentage de personnes auxquelles le PAM vient en aide qui bénéficient d'une composante de programme tenant compte de la nutrition

CC.5.3: Score pour ce qui est de la prise en compte de la nutrition

ODD 2: Faim zéro

CC.1. Protection

Indicateurs transversaux

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.1.5: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC.2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.2: Le bureau de pays respecte ou dépasse les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.2.3: Le bureau de pays est doté d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.2.4: Le bureau de pays dispose d'un plan d'action relatif à la participation des communautés

CC.2.5: Nombre d'enfants et d'adultes qui ont accès à un moyen sûr de signaler des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'aide humanitaire, d'aide au développement ou de protection ou par des membres du personnel d'autres organisations qui portent assistance aux populations touchées (OIM, HCDH, PNUD)

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.4. Durabilité environnementale**Indicateurs transversaux**

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.5. Intégration de la nutrition**Indicateurs transversaux**

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

CC.5.2: Pourcentage de personnes auxquelles le PAM vient en aide qui bénéficient d'une composante de programme tenant compte de la nutrition

CC.5.3: Score pour ce qui est de la prise en compte de la nutrition

ANNEXE II

BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS PROVISoire, PAR PRODUIT ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)							
Effet direct du PSPP	Produit	Activité	Groupe de bénéficiaires	2024	2025	2026	Total
1	1	1	Filles	13 692	2 795	662	14 898
			Garçons	16 591	3 377	802	18 049
			Femmes	27 368	5 557	1 325	29 773
			Hommes	11 475	2 335	555	12 484
			Total	69 126	14 064	3 344	75 204
2	2.2	2	Filles	23 378	23 387	240	23 441
			Garçons	28 236	28 246	290	28 314
			Femmes	60 110	60 135	619	60 278
			Hommes	40 076	40 092	411	40 187
			Total	151 800	151 860	1 560	152 220
Total (hors chevauchements)				220 926	165 924	4 904	227 424

ANNEXE III

RATION ALIMENTAIRE (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS PROVISoire ET PAR ACTIVITÉ						
	Effet direct 1 du PSPP				Effet direct 2 du PSPP	
	Activité 1			Activité 2		
Type de bénéficiaires	Ménages (hébergeant des réfugiés)	Réfugiés (centres d'hébergement)	Réfugiés (collations à la frontière)	Réfugiés (plan d'urgence)	Ménages (ménages vulnérables)	Personnes (alimentation en faveur des groupes vulnérables)
Modalité	Transferts de type monétaire	Bons-produits	Bons- produits	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Bons-produits
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)	1,33	10	7	1,857	0,43	3,4
Nombre de jours d'alimentation par an	300 (2024) 360 (2025) 60 (2026)	300 (2024) 360 (2025) 60 (2026)	10 (2024) 12 (2025) 2 (2026)	14 (2024)	90 (2024) 90 (2025)	200 (2024) 240 (2025) 40 (2026)

ANNEXE IV

TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/transferts de type monétaire	Total (<i>en tonnes</i>)	Total (<i>en dollars</i>)
Total (<i>produits alimentaires</i>)	-	-
Transferts de type monétaire		36 258 267
Total (<i>valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire</i>)		36 258 267

ANNEXE V

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS PROVISOIRE (en dollars)				
	Cible 1 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 1 du PAM	Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM	Cible 16 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 5 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	
Domaine d'action privilegié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	22 433 342	26 842 982	908 000	50 184 324
Mise en œuvre	1 350 740	1 019 702	45 246	2 415 687
Coûts d'appui directs ajustés	1 700 005	2 084 502	73 010	3 857 517
Total partiel	25 484 087	29 947 186	1 026 256	56 457 528
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	1 656 466	1 946 567	-	3 603 033
Total	27 140 552	31 893 753	1 026 256	60 060 561

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
LGBTIQA+	personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes, queers, asexuelles ou ayant toute autre orientation sexuelle ou identité de genre
ODD	objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSPF	plan stratégique de pays provisoire
UNDRR	Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance